

ANALYSE D'IMPACT ÉCONOMIQUE

*EFFETS DYNAMIQUES D'UN CONGÉ DE PAIEMENT EN
CAPITAL DANS LE CADRE DES PRÊTS À TAUX
PRÉFÉRENTIEL DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE DU MEIE*

20
26

Présenté par



RJCCQ
Regroupement des jeunes
chambres de commerce du Québec

ANALYSE D'IMPACT ÉCONOMIQUE

Effets dynamiques d'un congé de paiement en capital dans le cadre des prêts à taux préférentiel du Fonds de développement économique du MEIE

Soumis par : Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (RJCCQ)

Scénario analysé : Dotation du fonds : 100 M\$ (400 prêts maximum)

Date : Avril 2026

1. CONTEXTE ET ENJEU

Le Québec fait face à une vague historique de transferts d'entreprises. Selon l'Observatoire de Repreneuriat Québec, **11 755 transferts** ont été réalisés en 2023, représentant 194 300 emplois et près de 62 G\$ de revenus — un phénomène en forte croissance depuis 2015 (Duhamel, ORTEQ, 31 mars 2026). On parle de **16 000 entreprises** à transférer en 2026. Sans repreneur identifié, la majorité risque soit de fermer définitivement, soit d'être rachetée par des acquéreurs étrangers, au détriment de l'emploi, des recettes fiscales et de la souveraineté économique du Québec.

Le RJCCQ propose un accès facilité à un **congé de paiement en capital de deux ans** minimum sur des prêts à taux préférentiel par exemple à partir d'enveloppes du Fonds de développement économique du MEIE pour les repreneurs. Cette mesure vise à aider face à la barrière financière à l'entrée dans le repreneuriat. Cette pratique existe, surtout chez les sociétés mandataires de l'État. Elle reste toutefois plus difficile à mettre en place par exemple lors du rachat d'actions qui ne sont pas adossées à des actifs ou lorsque des balances de vente sont trop importantes.

2. LA MESURE PROPOSÉE

Effets dynamiques estimés — fonds de 100 M\$ sur 7 ans

400 entreprises transférées soutenues	4 000 emplois préservés	103,5 % taux de recouvrement (le fonds se rembourse)	3,3 G\$ effets dynamiques totaux préservés et générés
--	--------------------------------------	--	---

Paramètre	Valeur retenue
Congé de paiement en capital	2 ans (intérêts seulement)
Taux d'intérêt	7 % (taux directeur + 3 pp, BdC 2025)
Garantie gouvernementale	70 % du prêt (cadre normatif ESSOR)
Plafond par prêt	250 000 \$
Amortissement après congé	5 ans (linéaire)
Dotations du fonds	100 M\$ — 400 prêts
Durée totale d'analyse	7 ans

3. MÉTHODOLOGIE ET HYPOTHÈSES

L'analyse estime les effets dynamiques qui seraient préservés ou générés grâce au maintien d'entreprises sous propriété québécoise, par rapport au scénario de référence *sans le fonds* (fermeture ou rachat étranger). Il ne s'agit pas de « bénéfiques » créés ex nihilo, mais d'effets économiques existants — emplois, masse salariale, recettes fiscales, productivité — qui seraient perdus en l'absence d'intervention. Six canaux sont quantifiés sur 7 ans. Les hypothèses sont volontairement conservatives : les bénéfiques ont été révisés à la baisse de 10 % (correction du biais de moyenne), la réduction des défauts liée au moratoire a été ramenée à 0 %, et les retombées fédérales, R&D à long terme et effets macroéconomiques structurels ne sont pas intégrés.

Paramètres retenus

Paramètre	Valeur	Source / Justification
Emplois moyens / entreprise	10 ETP	Fourchette basse CTEQ 2024 (fourchette 10–15 ETP)
Salaire moyen QC (profil PME)	55 000 \$/an	StatCan EERH T3 2024 — estimation conservative (profil PME)
Taux effectif — salaires (QC)	30 %	Revenu Québec / CNESST
Taux effectif — profits intégrés	35 %	Taux soc. + dividende PME QC
BAIIA moyen / entreprise	316 800 \$	Étude nationale 2015-2022, p. 17 — 352 000 \$ brut × 0,9
Gain de productivité / ETP	35 776 \$/an	Duhamel, ORTEQ, 31 mars 2026 — 39 751 \$ brut × 0,9
Surplus R&D / entreprise	+13,2 %	Duhamel, ORTEQ, 31 mars 2026 — indicatif, non intégré au calcul

Proportion fermeture (sans repreneur)	85 %	CTEQ 2024 — PME QC < 20 emp.
Coût social / emploi perdu	25 000 \$/an	EI (55 % × 9 mois) + perte fiscale QC (18 mois)
Multiplicateur économique	1,3×	OCDE — petites économies ouvertes
Perte nette / défaut	50 %	Hypothèse conservative
Réduction défauts (moratoire)	0 %	Révisé — dossiers soutenus potentiellement plus risqués
Taux d'inflation (déflateur)	2,5 %/an	Moyenne historique QC 2015-2024
Taux d'actualisation nominal	4 %	Guide coûts-avantages SCT QC

4. ANALYSE DES COÛTS POUR LE GOUVERNEMENT

Le coût direct pour le gouvernement se limite aux pertes sur défauts de remboursement, atténuées par la garantie gouvernementale de 70 % et une perte nette estimée à 50 % en cas de défaut. La probabilité de défaut annuelle est modélisée à partir des données Onder (2023) sur la mortalité des PME.

Indicateur	Fonds 100 M\$
Dotation initiale du fonds (prêt, recouvrable)	100 000 000 \$
Coût net des défauts — avec moratoire (7 ans)	9 450 000 \$
Coût net des défauts — sans moratoire (référence)	10 710 000 \$
Retour total du fonds (capital net + intérêts)	103 545 000 \$
Taux de recouvrement du fonds	103,5 %

Le taux de recouvrement de 103,5 % signifie que le gouvernement récupère l'intégralité du capital investi plus les intérêts, déduction faite des pertes sur défauts.

Défauts annuels modélisés (Fonds 100 M\$)

Année	Capital en cours (\$)	Intérêts (\$)	Capital remboursé (\$)	Coût défauts net (\$)
1	100 000 000	7 000 000	0 (congé)	700 000
2	100 000 000	7 000 000	0 (congé)	1 400 000
3	100 000 000	7 000 000	20 000 000	1 750 000
4	80 000 000	5 600 000	20 000 000	1 750 000
5	60 000 000	4 200 000	20 000 000	1 400 000
6	40 000 000	2 800 000	20 000 000	1 400 000
7	20 000 000	1 400 000	20 000 000	1 050 000
TOTAL		35 000 000	100 000 000	9 450 000

5. EFFETS DYNAMIQUES ESTIMÉS

Les six effets présentés ci-dessous représentent des flux économiques *existants* qui seraient préservés ou créés grâce à la mesure. En l'absence d'intervention, ces flux disparaîtraient en tout ou en partie, lors de fermetures d'entreprise ou de rachats par des acquéreurs étrangers. Les valeurs ci-dessous sont nominales; les résultats en termes réels figurent à la section 6.

① Emplois maintenus et recettes fiscales sur les salaires

Le fonds soutient 400 transferts d'entreprise, maintenant 10 ETP par entreprise à 55 000 \$/an. Sans la mesure, ces emplois pourraient être perdus lors des fermetures ou rationalisés lors des rachats étrangers. Les recettes fiscales provinciales sur les salaires ainsi préservés s'élèvent à 59 400 000 \$ par an, soit **415 800 000 \$** sur 7 ans.

② Recettes fiscales sur les profits des propriétaires québécois

Le BAIIA moyen retenu est de 316 800 \$ par entreprise (corrigé à la baisse de 10 %). Un rachat étranger ou une fermeture priverait le Québec de ces recettes. Sur la base d'un taux de distribution de 50 % et d'un taux intégré de 35 %, les recettes fiscales préservées sur les profits s'établissent à **155 232 000 \$** sur 7 ans.

③ Coûts sociaux et fiscaux évités

En l'absence de repreneur, 85 % des entreprises fermentaient, entraînant des coûts directs pour l'État : assurance-emploi (55 % du salaire sur 9 mois) et perte de recettes fiscales sur 18 mois de transition. Le coût social évité est estimé à 25 000 \$ par emploi préservé, soit **76 500 000 \$ par an** pour l'ensemble du portefeuille.

④ PIB maintenu — effet multiplicateur (OCDE 1,3×)

La masse salariale préservée (220 M\$/an) se réinjecte dans l'économie locale. Avec le multiplicateur le plus conservateur de l'OCDE (1,3× pour petites économies ouvertes), le PIB maintenu est estimé à 257 400 000 \$ par an, soit **1 801 800 000 \$** sur 7 ans.

⑤ Gain de productivité — données ORTEQ (mars 2026)

L'Étude nationale du repreneuriat (3e édition, Duhamel, ORTEQ/UQTR, 31 mars 2026) montre que les entreprises transmises affichent une productivité supérieure de **11,1 %** en moyenne depuis 2015, comparativement aux entreprises ayant conservé le même propriétaire-dirigeant. Cet écart correspond à 39 751 \$ de revenus additionnels par employé par année (valeur brute). Après correction de 10 % du biais de moyenne, la valeur retenue est de **35 776 \$/ETP/an**. Les recettes fiscales générées par ce surcroît de productivité s'élèvent à **300 518 400 \$** sur 7 ans. La même étude indique que ces entreprises investissent **13,2 % de plus en R&D**, soit 453 400 \$/an par entreprise. Ce montant est présenté à titre indicatif et n'est pas intégré aux estimations, les crédits RS&DE le compensant partiellement.

⑥ Retour sur capital — remboursement et intérêts

Le fonds génère des remboursements progressifs à partir de l'année 3. Le gouvernement récupère 90 550 000 \$ en capital net et 22 050 000 \$ en intérêts, pour un retour total de **103 545 000 \$** (taux de recouvrement de 103,5 %). Ce flux distingue fondamentalement la mesure d'une dépense directe.

6. EFFETS DYNAMIQUES ESTIMÉS — TABLEAU DE SYNTHÈSE

Le tableau suivant consolide les effets dynamiques estimés sur 7 ans pour le fonds de 100 M\$. Les montants reflètent des flux économiques qui seraient *préservés* (emplois, recettes fiscales, PIB) ou *générés* (productivité, retour du fonds) grâce à la mesure, et qui disparaîtraient en tout ou en partie dans le scénario de référence.

Indicateur	Valeurs nominales	Valeurs réelles (-2,5 %/an)
A. COÛTS POUR LE GOUVERNEMENT		
Dotation initiale (prêt — recouvré à 103,5 %)	100 000 000 \$	—
Coût net des défauts — avec moratoire (7 ans)	9 450 000 \$	9 450 000 \$
B. EFFETS DYNAMIQUES PRÉSERVÉS ET GÉNÉRÉS (7 ans)		
① Recettes fiscales — salaires préservés	415 800 000 \$	350 103 600 \$
② Recettes fiscales — profits propriétaires préservés	155 232 000 \$	130 705 344 \$
③ Coûts sociaux évités — fermetures (annuel × 7)	535 500 000 \$	450 831 000 \$
④ PIB maintenu — multiplicateur OCDE 1,3×	1 801 800 000 \$	1 517 115 600 \$
⑤ Recettes fiscales — gain de productivité ORTEQ 2026	300 518 400 \$	253 036 493 \$
⑥ Retour fonds — capital net + intérêts	103 545 000 \$	87 184 890 \$
TOTAL effets dynamiques estimés	3 312 395 400 \$	2 788 976 927 \$
C. SOLDE NET (effets – coût des défauts)		
Solde net estimé	3 302 945 400 \$	2 779 526 927 \$
Recettes fiscales directes préservées / dotation	~8,7×	~7,3× (réel)

Les valeurs réelles appliquent un facteur de déflation de 0,842 (VAN d'une rente sur 7 ans à 2,5 %/an). Les recettes fiscales sont calculées au niveau provincial uniquement. Les dépenses RS&DE additionnelles (181 360 000 \$/an, ORTEQ 2026) sont présentées à titre indicatif et ne sont pas intégrées aux estimations.

Les retombées fédérales et les effets macroéconomiques structurels ne sont pas intégrés — approche délibérément conservatrice.

7. RECOMMANDATIONS

- **Mettre en place** un congé de paiement en capital de 2 ans pour les prêts à taux préférentiel du Fonds de développement économique du MEIE destinés au entrepreneuriat.

- **Doter le fonds** d'une enveloppe initiale de 100 M\$ (400 prêts), avec une évaluation après 3 ans pour envisager une extension.
- **Assurer un suivi systématique** des effets dynamiques en partenariat avec l'ORTEQ, afin de valider les hypothèses et d'ajuster les paramètres du modèle.
- **Intégrer la mesure** dans le Plan PME comme levier de productivité, d'innovation et de souveraineté économique.

8. SOURCES ET RÉFÉRENCES

Duhamel, M. Faits saillants — Étude nationale du repreneuriat, 3e édition. Observatoire de Repreneuriat Québec (ORTEQ) / Université du Québec à Trois-Rivières. Montréal, 31 mars 2026. (Productivité +11,1 %; 39 751 \$/ETP/an; R&D +13,2 %; transferts 2015-2023 : 11 755 établissements, 194 300 emplois, 61,9 G\$ de revenus)

Centre de transfert d'entreprise du Québec (CTEQ) / Repreneuriat Québec. Étude nationale du repreneuriat et des transferts d'entreprise au Québec, 2015-2021 — Rapport détaillé. ORTEQ, décembre 2024.

Repreneuriat Québec / ORTEQ. Mise à jour de l'Étude nationale sur le repreneuriat. 15 avril 2025.

Onder, A.S. The Effect of Loan Payment Moratoria on SME Default Rates. Journal of Financial Stability, 2023.

Statistique Canada. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) — T3 2024. Tableau 14-10-0064-01.

OCDE. Fiscal Multipliers in Small Open Economies. OECD Economic Policy Papers, 2023.

Revenu Québec; CNESST. Taux effectifs de cotisation et d'imposition — PME québécoises. 2024.

Secrétariat du Conseil du Trésor du Québec. Guide d'analyse coûts-avantages — Taux d'actualisation social : 4 %.

Emploi et Développement social Canada. Règles du régime d'assurance-emploi. 2024.

Ce rapport a été préparé par le RJCCQ dans le cadre de son mandat d'influence des politiques publiques. Toutes les hypothèses sont documentées et ajustables dans le modèle économétrique Excel accompagnant ce document.